

Demande de report de la révision 20__

*Veillez noter que seuls les **membres actifs** qui n'exercent **pas d'activité de VASP** peuvent demander un report de contrôle.*

Membre : _____ Catégorie du membre : Actif ☐
 Inactif ☐
 Volontaire ☐

Adresse: _____

Dernière révision le :

Réalisée par :

A. Description de l'activité/ de l'activité relevant de la LBA¹ :

L'activité effectuée présente également les caractéristiques suivantes :

- ☐ Octroi de prêts à la consommation
- ☐ Achat d'or ancien
- ☐ Émission de cartes prépayées
- ☐ Utilisation de monnaies virtuelles ou de services basés sur la blockchain (activité de VASP)
- ☐ L'activité de l'IF est exercée en-dessous des seuils à titre professionnel² (non-professionnel)
- ☐ Aucune activité d'IF n'est fournie ; raison de l'affiliation à l'OAR :³

B. Relations d'affaires durables (RA) :

1. Nombre de RA relevant de la LBA à la date de la demande : _____
2. Nombre de nouvelles RA depuis le dernier audit/autodéclaration (AD) : _____
3. Nombre de clôtures de RA depuis la dernière révision/AD : _____
4. Montant des actifs sous gestion à la date de la demande : _____
5. Montant du volume de transactions pertinent pour la LBA⁴ depuis le dernier audit/AD : _____

C. Opérations de caisse

1. Nombre d'opérations de caisse effectuées depuis le dernier audit/AD : _____
2. Montant du volume de transactions pertinent pour la LBA depuis le dernier audit/AD : _____

¹ Cf. activité relevant de la LBA au sens de l'art. 2 al. 3 LBA et la page 6 de la demande d'affiliation

² Au sens de l'art. 7 OBA

³ Cf. §3 al. 2 des Statuts : conditions d'affiliation volontaire

⁴ Il s'agit de prendre en compte le chiffre d'affaires, flux entrants et sortants, paiements transitoires, etc.

D. Présence de facteurs d'augmentation du risque :

1. Nombre de dossiers à risque accru (DARA)⁵ : _____
2. Nombre de transactions à risque accru (TARA)⁶ : _____
3. Nombre de RA/d'opérations de caisse avec des personnes politiquement exposées (PEP)⁷ : _____
4. Nombre de RA en lien avec des structures (complexes)⁸ : _____
5. Nombre de « clients cluster »⁹ : _____

6. Domicile/siège étranger, domicile des parties contractantes :

- ☐ UE
- ☐ En dehors de l'UE
- ☐ Juridictions offshores / Liste grise du GAFI
- ☐ Liste noire du GAFI

7. L'IF possède des sociétés mères/filiales/auxiliaires ou des établissements à l'étranger ou acquiert activement des clients à l'étranger.:

- ☐ UE
- ☐ En dehors de l'UE
- ☐ Juridictions offshores / Liste grise du GAFI
- ☐ Liste noire du GAFI

8. L'IF coopère avec des banques étrangères (dépositaires) :

- ☐ UE
- ☐ En dehors de l'UE
- ☐ Juridictions offshores / Liste grise du GAFI
- ☐ Liste noire du GAFI

9. L'IF délègue des obligations de diligence à des tiers : OUI : ☐ NON : ☐

si oui, précisez le type de recours au tiers¹⁰ : _____

10. Les activités d'IF sont déléguées à des auxiliaires selon l'art. 2 al. 2 lit. b OBA¹¹ : OUI : ☐ NON : ☐

si oui, aux auxiliaires suivants : _____

11. Y a-t-il d'autres facteurs d'augmentation des risques¹² ? OUI : ☐ NON : ☐

si oui, lesquels : _____

12. Les mesures et contrôles suivants sont prises pour minimiser ces risques :

Date et lieu : _____

Signature : _____

⁵ Cf. critères de risque selon §32 du Règlement

⁶ Cf. critères de risque selon §33 du Règlement

⁷ La relation avec un PEP doit être spécifiée conformément au §32 al.4 lit. a et c (oPEP) du Règlement

⁸ En général fondations, trusts, sociétés de domicile (cf. également §32 al. 1 lit. h du Règlement)

⁹ On considère qu'il s'agit de clients « cluster » lorsque 25 % au moins du patrimoine total géré est impliqué dans la RA

¹⁰ À des tiers eux-mêmes affiliés de manière équivalente (§ 38 al. 1 du Règlement) ou à des tiers non-affiliés (§ 38 al. 2 du Règlement)

¹¹ L'auxiliaire exerce une activité d'IF au nom et pour le compte du membre

¹² Critères selon les §32 et §33 du Règlement